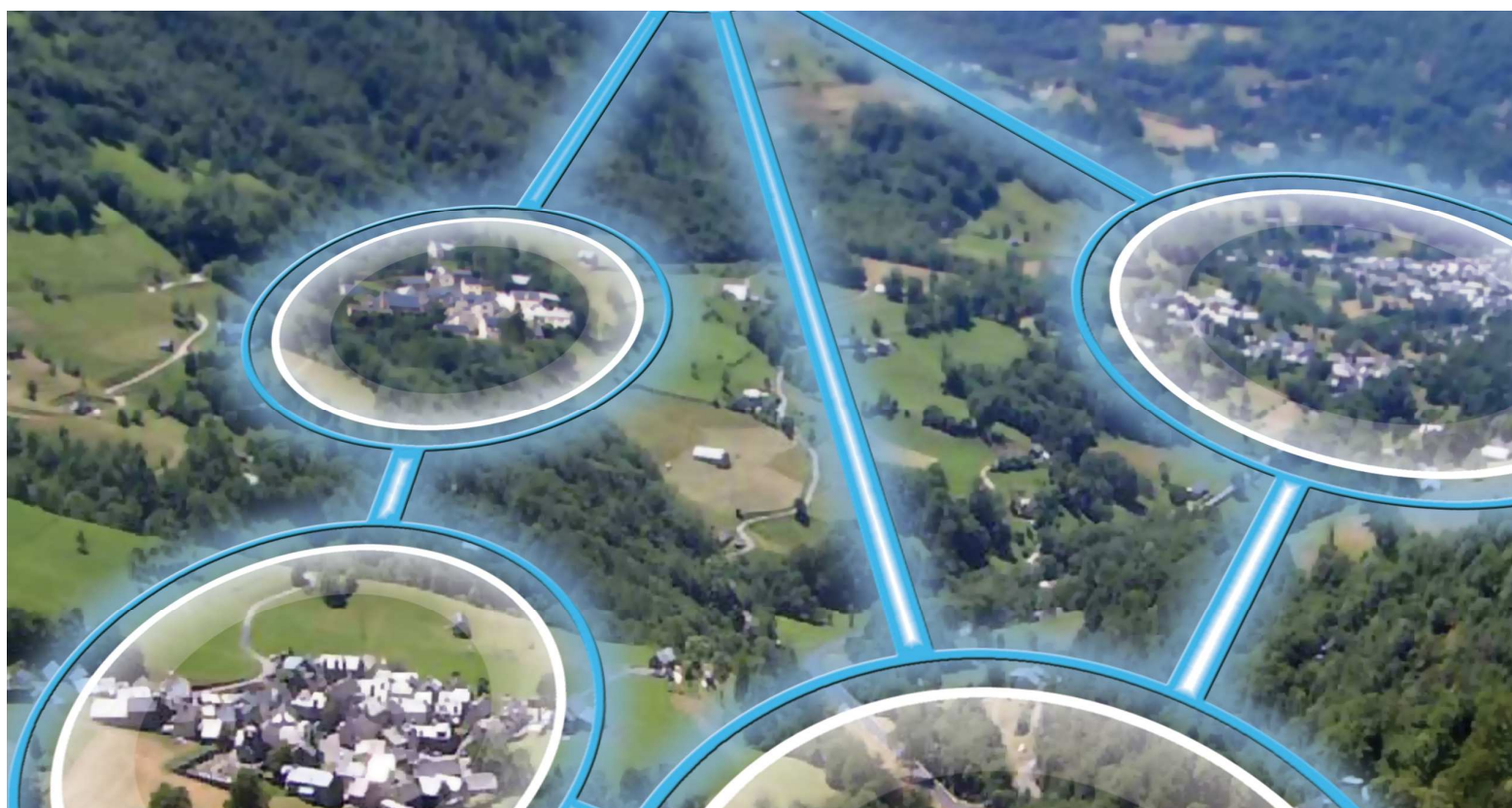




**Consultation publique de l'Arcep
Dispositions et recommandations
envisagées par l'Arcep
précisant les modalités de l'accès aux
lignes de communications
électroniques à très haut débit en
fibre optique**

Contribution du Cerema

17 mars 2020



Avertissement

Ce document constitue la contribution du Cerema à la consultation publique proposée par l'Arcep.
C'est en tant qu'expert et observateur du domaine que le Cerema participe à cette consultation.
Ses observations n'engagent aucune des directions de ses deux ministères de tutelle en charge des politiques publiques d'aménagement du territoire.

En bleu sont les suggestions du Cerema.

Les textes en italique sont des citations du texte de l'Arcep.

Envoi à thd@arcep.fr au plus tard le 17 mars 2020 à 18h00

Propos liminaire

Pourquoi un nouveau document proposé par l'Arcep, en complément de celui du marché 3a, dédié au FttH ?

Jusqu'ici, les analyses de marché se limitaient à la rédaction de trois documents relatifs aux marchés 3a, 3b et 4. Cette année, en vue du prochain cycle d'analyse 2021-2023, l'Arcep propose aux acteurs un document spécifique relatif à la régulation du FttH. La dernière publication de l'Arcep relative au FttH remonte à sa recommandation concernant la "Cohérence des déploiements des réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné" de juillet 2018 suivi du décret définissant le statut de "zone fibrée".

A propos du statut de "zone fibrée", bien qu'évoqué dans les "Vu..." de ce document dédié au FttH, il n'y est à aucun moment fait référence.

Au vu de certaines pratiques observées sur le terrain qui ne vont pas dans le sens d'un sain exercice de la concurrence et qui ne répondent pas à l'intérêt général que constitue un déploiement harmonieux de ce nouveau réseau stratégique pour notre pays, l'Arcep met en consultation un document *"visant à compléter la régulation "symétrique" de la fibre optique"*, comme elle le précise dans le document de synthèse qui accompagne cette consultation publique.

Sur le document de synthèse des documents soumis à la présente consultation publique

Dans cette synthèse, l'Arcep réaffirme sa volonté de ne pas revenir pour les prochaines années sur le principe qu'elle a retenu jusqu'ici d'une régulation symétrique du FttH, partout dans le territoire national. Tous les opérateurs d'infrastructure vont se voir imposer de nouvelles obligations

L'Arcep entend également *"ajuster la régulation des réseaux fibre historiques (boucle locale dédiée-BLOD)"*, autrement désignée par FttO, laquelle va se trouver confrontée à l'arrivée des offres professionnelles et entreprises sur la BLOM.

Fiche n°1 – préparation de la fermeture du cuivre

Ajuster les obligations imposées à Orange au titre de l'accès à son réseau cuivre dans les zones où les réseaux en fibre optiques sont suffisamment déployés et matures suppose une définition précise de ces caractéristiques. On pense tout de suite au statut de "zone fibrée". Mais l'Arcep ne s'y réfère pas. Les acteurs seraient intéressés à connaître les raisons de ce choix qui pourtant semble ici s'imposer.

Quand l'Arcep évoque la fermeture commerciale du réseau cuivre, elle prévoit qu'elle s'opère à la maille du réseau FttH, c'est-à-dire à la maille de la zone arrière de PM. Cette orientation soulève au moins deux questions :

- Cela inclut-il les PM d'immeuble en ZTD ?
- Les zones arrière de PM sont-elles en général des sur-ensemble des zones arrière de NRA ? En effet, il est inenvisageable de procéder à une fermeture commerciale à la maille des zones arrière de SR, trop petite, surtout en zone rurale. En tout état de cause, les différences de périmètres entre zones arrière du cuivre et de la fibre risquent d'être à l'origine de difficultés de communications envers le public et de gestion des abonnements pour les opérateurs.

¹ Les guillemets sont de l'Arcep

"Si les opérateurs commerciaux sont déjà présents sur le réseau fibre" : par "les", l'Arcep entend-elle les quatre OCEN ou une partie seulement, ou un nombre à définir composé d'OCEN et d'opérateurs locaux grand public ?

"si suffisamment d'opérateurs n'ont pas encore raccordé les points de mutualisation"

L'Arcep a-t-elle prévu de préciser ultérieurement ce qu'elle entend par "suffisamment" ? Cette expression est déjà présente dans l'article L33-11 du CPCE issu de la loi pour une République numérique de 2016 mais n'a, à la connaissance du Cerema, jamais fait l'objet d'une définition précise.

Délai de prévenance pour la fermeture commerciale des accès sur le réseau cuivre

"L'Arcep envisage de fixer ce délai à 18 mois pour les zones moins denses, et 36 mois pour les zones très denses,"

Puis *"Si les critères de fermeture commerciale ne sont pas remplis au terme du délai de prévenance précité, la fermeture commerciale serait repoussée jusqu'à ce qu'ils le soient."*

Cette position de l'Autorité soulève au moins deux questions :

- Quel est le T0 de ce délai ?
- Comment éviter tout à fait les situations de blocage au-delà du délai de prévenance ? En effet, si, par hypothèse :
 - l'Arcep décidait qu'il faut au moins trois FAI présents au PM pour permettre la fermeture commerciale du cuivre
 - deux FAI nationaux () abandonnaient l'idée de connecter un PM, et ce pourrait être le cas en zone rurale sur des PM de petite taille et pour lesquels la part de marché de ces FAI serait jugée par eux insuffisante pour financer la connexion à ce PM, la fermeture commerciale du cuivre pourrait être indéfiniment reportée, ce qui pénaliserait tant les usagers que l'opérateur historique. Que peut proposer l'Arcep pour sortir du blocage ?

Ceci exposé, le Cerema partage l'idée de l'Autorité de séparer offre généraliste (grand public) et entreprise, plus exigeante sur la question des conditions de basculement d'un réseau à l'autre.

Fiche n°2 – Orientations pour la régulation des réseaux FttH

Introduction

La première évocation du fait que le réseau FttH deviendrait le "réseau de référence" est à lire dans la synthèse du rapport de la Mission Champsaur de 2014 sur les conditions d'extinction du réseau cuivre :

"La mission a ainsi recherché un mécanisme permettant d'identifier les zones, de taille adaptée, où une infrastructure à très haut débit ouverte est présente. Pour ces zones, **la mission recommande la création d'un statut spécifique « zone fibrée » permettant de reconnaître que le réseau de nouvelle génération a atteint les prérequis pour devenir le réseau de référence.**² L'obtention de ce statut déclencherait la mise en œuvre de mesures incitatives à la migration, concernant par exemple l'évolution des tarifs régulés, le raccordement final des abonnés ou le déploiement du réseau de cuivre dans l'habitat neuf. En plus de favoriser l'acceptabilité des mesures incitatives à la migration, le statut de zone fibrée vise à sécuriser la transition en fournissant au secteur autant de visibilité que possible sur le processus dans son ensemble."

² La mise en caractère gras est dans le document original.

L'expression utilisée à plusieurs reprises dans le rapport, n'est jamais définie autrement que par ce qu'elle implique ou par ce qui peut conduire à son existence. Il a appartenu à l'Arcep de préciser les conditions dans lesquelles un territoire pouvait obtenir le statut de "zone fibrée" dans sa "Décision n° 2017-0972 du 27 juillet 2017 proposant au ministre chargé des communications électroniques les modalités et les conditions d'attribution du statut de « zone fibrée » ainsi que les obligations pouvant être attachées à l'attribution de ce statut".

Il n'en demeure pas moins que, si des textes réglementaires actuels et à venir doivent s'appuyer sur le concept de "réseau de référence", il conviendrait d'en définir précisément les contours.

Assurer la disponibilité de la fibre sur l'ensemble du territoire

"l'Autorité envisage d'instaurer, une obligation de complétude au sein des zones très denses"

Plus de dix ans après le premier texte de régulation du FttH, la décision n°2009-1106 qui fixait des règles générales pour l'ensemble du territoire et des règles particulières pour les communes en Zones très denses, il est apparu que la complétude de couverture de ces communes ne pourrait être obtenue avant longtemps sans que de nouvelles contraintes soient imposées aux opérateurs d'infrastructure.

Le Cerema souscrit totalement à cette orientation prise par l'Autorité qui répond, en partie, aux suggestions qu'il avait formulées dans [sa réponse à la consultation publique de l'Arcep de l'été 2019](#).

"l'Autorité propose, au vu d'un recours croissant au mécanisme de locaux « raccordables sur demande », d'affermir l'encadrement de ce mécanisme en imposant notamment aux opérateurs d'infrastructure un délai raisonnable de livraison des lignes concernées."

"l'Autorité souhaite imposer un processus de remontée et de correction des informations manquantes ou incorrectes"

Ce point est lui aussi essentiel pour parvenir à une couverture complète du territoire national. Il est la réponse de l'Arcep aux multiples retours d'expérience que les acteurs partagent depuis quelques années. Le Cerema traite plus en détail de cette question dans la suite de la présente contribution.

Assurer l'effectivité de l'accès avec des garanties en matière de qualité de service sur les réseaux FttH

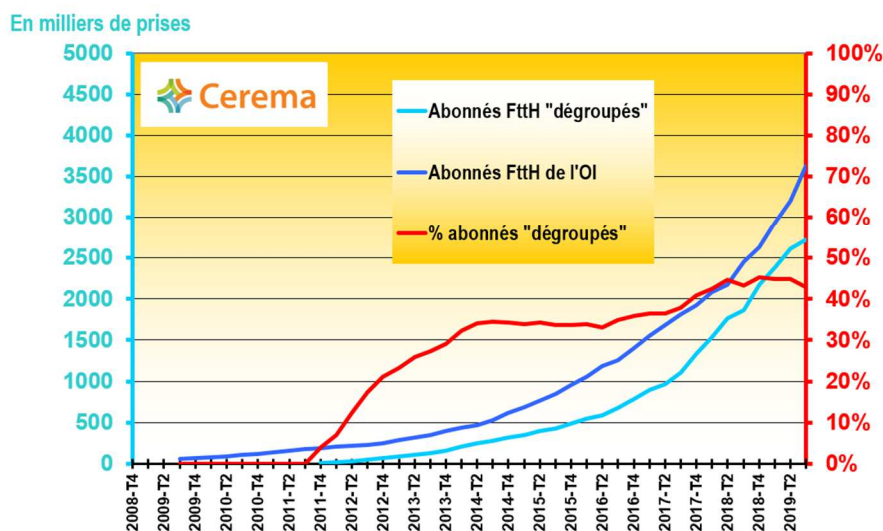
La qualité de service est essentielle pour la satisfaction des clients, surtout entreprise, et la rapidité du basculement des abonnés cuivre vers la fibre en dépend. A contrario, une mauvaise qualité de service pourrait entraîner une mauvaise image qui ralentirait le phénomène souhaité tant par les pouvoirs publics que par les opérateurs.

L'établissement, le calcul et le suivi des indicateurs devront faire l'objet de la plus grande attention de la part de l'Autorité. L'expérience vécue concernant le réseau cuivre ces dernières années invite à ne pas s'en remettre exclusivement aux indicateurs pour contrôler la réalité du respect des obligations contractées par les opérateurs sur le terrain.

Garantir la concurrence sur les réseaux FttH en renforçant la non-discrimination aux niveaux opérationnel et technique

Lors de la publication par l'Arcep des chiffres du T3 2019 de l'observatoire du Très haut débit, le Cerema a publié une courbe relative à ce qu'il appelle le "dégroupeage" du FttH reproduite ci-dessous.

Progression du FttH en France au 3^e trimestre 2019 :
le "dégroupeage" effectif

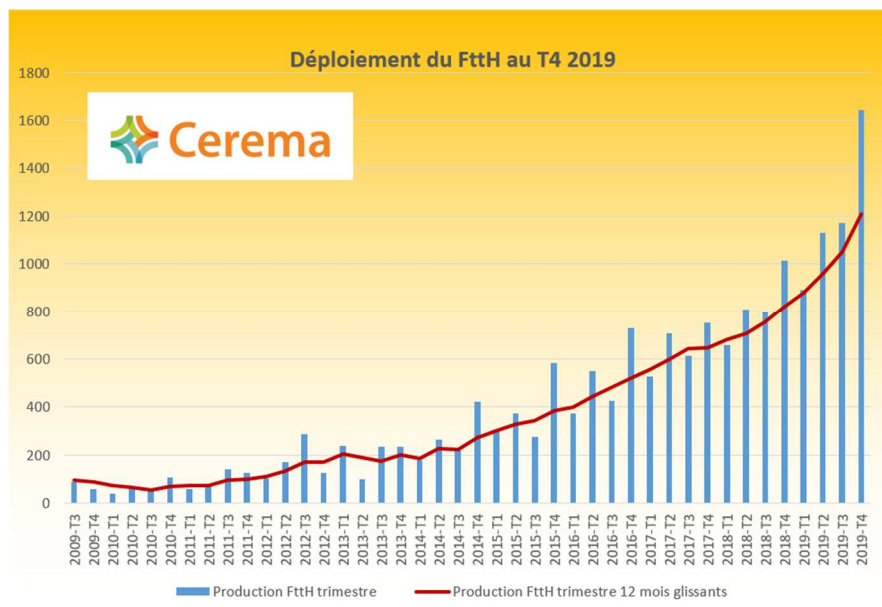


Dans l'attente des chiffres du T4 2019, qui sont en cours de vérification par l'Arcep, la question de la prime à l'opérateur d'infrastructure reste ouverte. Ce sont des chiffres bruts qui peuvent donner lieu à interprétation pour autant qu'ils soient exacts, et entraînent des mesures propres en enrayer, s'il existe, un phénomène négatif.

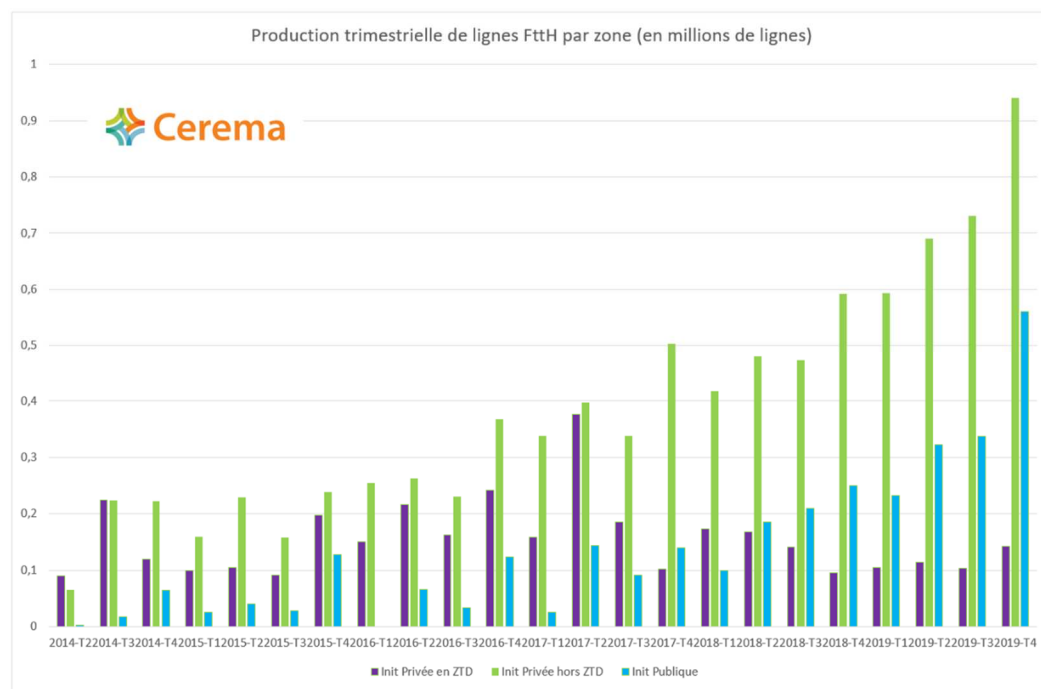
Contexte de la consultation

Une accélération sans précédent du déploiement du FttH dans son ensemble

Les chiffres du dernier trimestre de 2019 publiés par l'Arcep début mars montrent que jamais autant de lignes FttH n'avaient été construites en un seul trimestre. Si cette tendance se maintenait, il serait possible d'envisager que les objectifs 2022 soient finalement atteints, contrairement à ce que laissait craindre le rythme de déploiement observé depuis plusieurs années.



La dynamique diffère sensiblement d'une zone à l'autre comme le montre le graphe ci-après. En effet, entre T3 et T4, la zone d'initiative publique a produit 66% de lignes de plus quand ce pourcentage est de 37% en zone très dense et de 29% en zone AMII.



Réponses aux questions posées

2. Disponibilité de la fibre sur l'ensemble du territoire

2.1. Complétude au sein des zones très denses

Disposition envisagée

Le présent article ne s'applique que dans les zones très denses.

On entend par poches de basse densité des zones très denses les IRIS figurant dans la liste en annexe [XX] [de la présente décision] OU [de la recommandation en date du XX YY 2020].

Dans les poches de basse densité des zones très denses, l'opérateur d'immeuble installe un point de mutualisation suffisamment dimensionné pour desservir l'ensemble des logements ou locaux à usage professionnel de la zone arrière correspondante. Depuis ce point de mutualisation, il déploie vers les logements et locaux à usage professionnel, dans un délai raisonnable à la suite de la déclaration de la zone arrière de son point de mutualisation, un réseau horizontal permettant de raccorder l'ensemble des logements ou locaux à usage professionnel de la zone arrière à proximité immédiate de ces logements.

Lorsque le point de mutualisation a été déclaré plus de 3 ans avant cette date, le délai mentionné à l'alinéa précédent est de 2 ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente décision.

La formulation "*il déploie vers les (locaux) [...] un réseau horizontal*", héritée de la décision n°2010-1312 pourrait être utilement complétée. En effet, dans une plaque FttH qui dessert des locaux individuels et des immeubles collectifs de toutes tailles (de plus et de moins de douze locaux), il s'agit aussi de déployer un réseau vertical dans les immeubles collectifs à desservir. Un opérateur pourrait utiliser cette imprécision pour, un temps, s'arrêter au pied d'un immeuble sans en innover l'intérieur pour la desserte des appartements en justifiant s'être conformé à l'obligation de desserte horizontale alors qu'il reste nécessaire d'installer des PBO dans les colonnes montantes. Dans ce cas de figure, le risque qu'imagine le Cerema est qu'il se pourrait que les appartements concernés ne soient que "raccordables sur demande" pendant quelques temps.

Le complément de rédaction pourrait donc être : "un réseau horizontal jusqu'aux locaux individuels et un réseau horizontal prolongé d'un réseau vertical dans les immeubles collectifs à partir de plus de deux locaux desservant l'ensemble de leurs locaux".

"deux" est une proposition destinée à achever la phrase. La valeur optimale reste à déterminer avec les professionnels en se basant sur leur pratique concernant notamment des maisons qui ont été divisées en appartements, en faisant de fait des collectifs de quelques logements, ou de tout petits collectifs construits comme tels.

Lorsque le point de mutualisation a été déclaré plus de 3 ans avant cette date, le délai mentionné à l'alinéa précédent est de 2 ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente décision.

Dans cette phrase, il est nécessaire de préciser :

- à quoi renvoie "cette date"
- ce qu'il advient du délai mentionné quand la mutualisation a été déclarée depuis moins de deux ans

Disposition envisagée

Dans les zones très denses, en dehors des poches de basse densité, lorsqu'un opérateur exploite un point de mutualisation extérieur, qui n'est pas placé dans les limites de la propriété privée des immeubles bâtis, l'opérateur d'infrastructure déploie vers les logements et locaux à usage professionnel, dans un délai raisonnable, un réseau horizontal permettant de raccorder l'ensemble des logements ou locaux à usage professionnel de la zone arrière à proximité immédiate de ces

logements.

Le délai raisonnable susmentionné commence à courir à l'issue d'une période de [4 mois] au cours de laquelle les opérateurs ont la possibilité de procéder à des consultations préalables permettant de définir ou de redéfinir, de manière cohérente, le contour géographique des zones arrière de point de mutualisation qu'ils exploitent ou prévoient d'exploiter.

Les immeubles n'appartenant à aucune zone arrière de point de mutualisation extérieur sont équipés en fibre optique dans le même délai par l'opérateur d'infrastructure qui exploite le plus grand nombre de point de mutualisation dans un périmètre de [200 m/ 500 m].

Question n°1 :

L'Autorité invite les acteurs à faire part de leurs propositions sur la définition et les modalités d'application d'une obligation de complétude en dehors des poches de basse densité des zones très denses telle que présentée ci-dessus.

En préambule à cette réponse, le Cerema attire ici l'attention de l'Autorité sur le fait que la remarque relative au "réseau horizontal" faite pour la disposition précédente relative aux poches de basse densité vaut également pour la disposition évoquée juste au-dessus de la question 1.

Pour aboutir à la complétude partout en ZTD, l'Arcep envisage le mécanisme suivant :

"Les immeubles n'appartenant à aucune zone arrière de point de mutualisation extérieur sont équipés en fibre optique dans le même délai par l'opérateur d'infrastructure qui exploite le plus grand nombre de point de mutualisation dans un périmètre de [200 m/ 500 m]."

L'idée d'imposer la mission de complétude à l'opérateur qui a le plus grand nombre de points de mutualisation dans un périmètre à définir est séduisante. Elle pourrait permettre d'aboutir à la complétude indispensable.

Mais la traduction concrète de la formulation proposée par l'Arcep soulève de nombreuses interrogations. Le Cerema analyse ci-après les options qu'il a imaginées pour traduire en pratique cette phrase.

L'immeuble au centre d'un périmètre

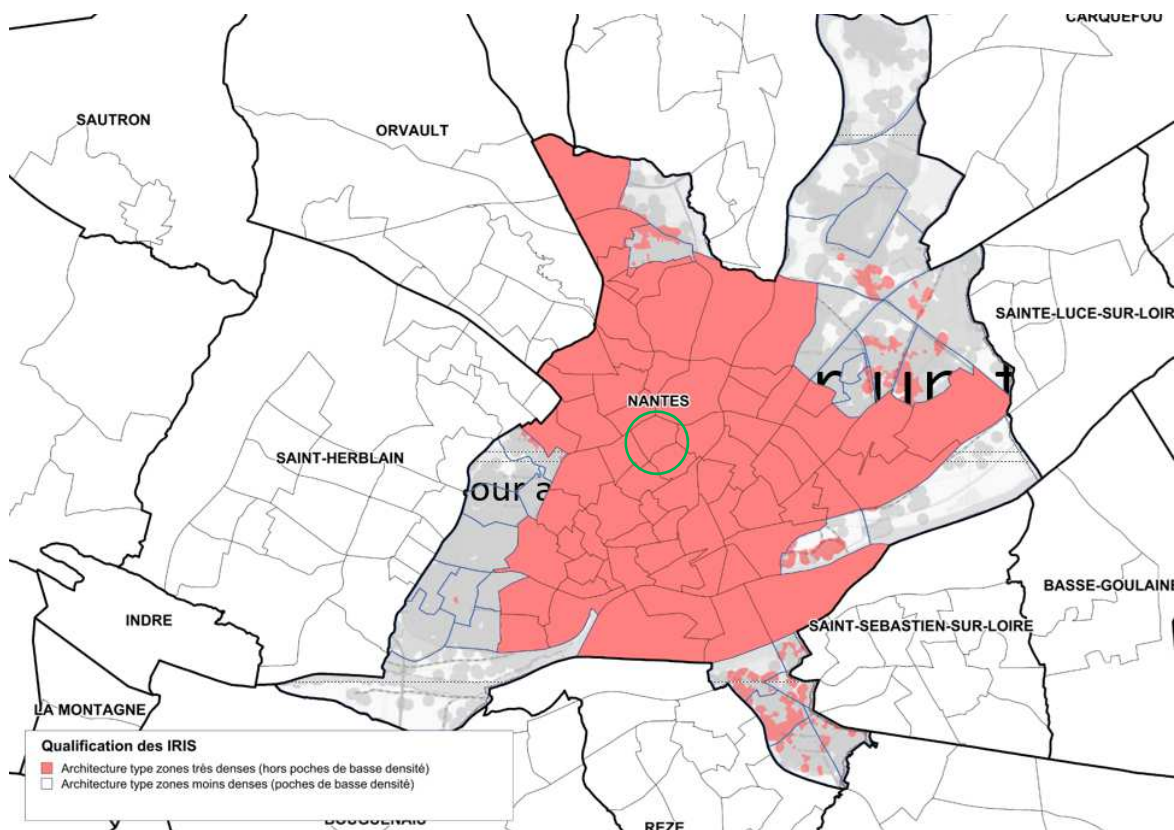
L'Arcep évoque un "rayon" dans son exposé puis un "périmètre" dans son projet de disposition. Que vise-t-elle exactement ? Un rayon de 500m, c'est une surface de 78 ha. Dans une grande ville, cela représente une surface du même ordre de grandeur que de celles des IRIS (voir dans l'exemple de Nantes, le cercle de 1 km de diamètre approximatif sur la carte ci-après).

La principale difficulté tient au fait que la disposition se centre sur l'immeuble, c'est-à-dire chaque immeuble qui n'aura pas été fibré. Ainsi, pour tout périmètre, polygone ou cercle, tracé autour de l'immeuble, qui s'en trouvera être le centre (approximatif pour un polygone) il va falloir choisir un maillage nouveau et le dessiner pour chaque immeuble si c'est un polygone. La solution du cercle est en cela plus simple. Mais dans les deux cas, cela entraînerait la nécessité d'effectuer le calcul sur chaque immeuble.

Leur nombre pourrait, à l'échelle de la France, atteindre des dizaines de milliers, compte tenu du fait qu'il visera des maisons individuelles "oubliées" dans des quartiers d'immeubles collectifs. Qui s'en chargera ?

Se baser sur les IRIS

Pour définir ce périmètre permettant de déterminer quel "opérateur d'infrastructure [...] exploite le plus grand nombre de point de mutualisation" autour de l'immeuble considéré, l'IRIS semble particulièrement approprié.



○ Diamètre = 1km

Lors d'une précédente consultation publique, le Cerema avait proposé que cette maille corresponde à l'IRIS. Avantages de cette maille :

- Le périmètre existe déjà, bien connu, intégrable dans un SIG et correspondant au tracé des rues. Il a par ailleurs déjà été utilisé par l'Arcep pour découper les villes en ZTD en poches de basse densité et de haute densité, par opposition.
- Il est d'une taille suffisante pour apprécier l'influence d'un opérateur sur une zone donnée et éviter la multiplication de calculs de proximité pour définir quel opérateur aura la charge de fibrer tel ou tel immeuble.
- Le comptage des points de mutualisation existant dans le périmètre déterminé par chaque IRIS sera facilité par les fonctionnalités de base des SIG.
- Chaque immeuble se situant dans le périmètre d'un IRIS, le seul calcul du nombre de PM à l'intérieur de l'IRIS répondra à la question pour tous les immeubles restant à fibrer dans son périmètre.

Le Cerema suggère donc à l'Autorité de s'appuyer sur l'IRIS pour déterminer quel opérateur a la charge de raccorder un immeuble à son réseau horizontal et de le fibrer en interne, s'il s'agit d'un immeuble collectif.

Disposition envisagée

Inclure les IRIS pertinents dans la liste des IRIS des poches de basse densité (cf. disposition envisagée au 2.1.1)

Question n°2 :

L'Autorité invite les acteurs à lui faire part de leur appréciation des conséquences d'un reclassement en poche de basse densité des IRIS des poches de haute densité des quatre communes spécifiques des zones très denses.

Ce qui suit ne répond pas à cette question. Toutefois, le Cerema a choisi de placer arbitrairement ici sa suggestion.

Le moment est peut-être venu de s'interroger collectivement sur la pertinence qu'il y a à maintenir l'obligation d'équiper les locaux avec quatre fibres en dehors des poches de basse densité des zones très dense et pour les immeubles de plus de douze logements. Comment justifier le surcoût que cela entraîne pour un bénéfice qui n'a, après dix ans, pas été démontré et qui va créer, si jamais un réel bénéfice était trouvé, un sentiment d'inégalité entre les citoyens au sein même d'une ville entre ceux qui auront et ceux qui n'auront pas quatre fibres ? Cela risque d'être commercialement et politiquement difficile à porter.

Cette obligation des quatre fibres n'est-elle pas vécue comme une survivance d'une régulation qui était en train de se construire ? Le temps est peut-être venu d'assouplir cette obligation, après concertation avec les acteurs.

2.2. Précision concernant le raccordement des logements et locaux dits raccordables sur demande

Disposition envisagée

Au terme du délai de complétude, lorsque, pour des cas résiduels, pré-identifiés et justifiés, l'opérateur d'infrastructure n'a pas déployé son réseau à proximité immédiate des logements ou locaux à usage professionnel concernés, il le déploie à compter de la première demande de raccordement, dans un délai qu'il annonce et qui ne peut être supérieur à 6 mois à compter de cette demande sauf exceptions dûment justifiées.

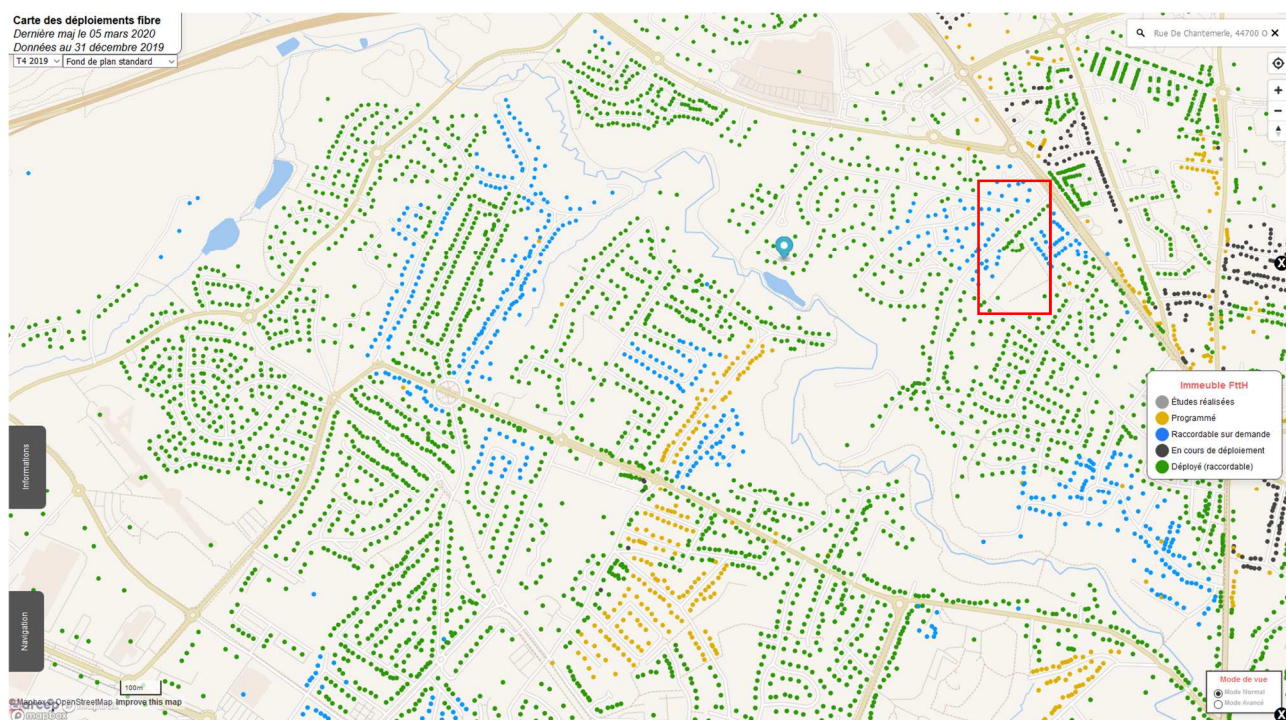
[Au sein des zones moins denses,] Lorsque le coût d'établissement des portions du réseau à proximité immédiate des logements ou locaux à usage professionnel diverge très significativement par rapport au tarif préalablement établi, l'établissement des lignes concernées peut être conditionné au paiement d'un tarif spécifique, pour des lignes pré-identifiées, dans des proportions limitées, dès lors que le niveau de ce tarif n'excède pas le coût incrémental d'établissement.

Le concept de locaux "raccordables sur demande" est apparu pour la première fois dans la recommandation de l'Arcep de 2015.

L'Arcep mettait déjà en garde les opérateurs en ces termes :

"La déclaration de logements raccordables sur demande doit refléter la réalité du réseau déployé et n'a donc pas vocation à être utilisée, de manière opportuniste, comme un moyen permettant de couvrir un retard éventuel dans la réalisation des travaux de déploiement. "

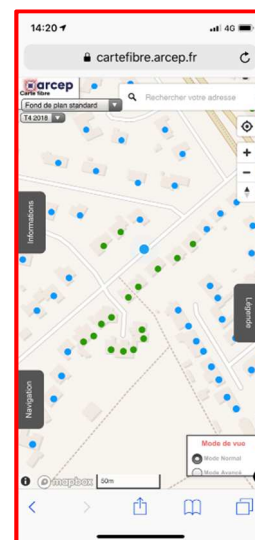
Or, la consultation de <https://cartefibre.arcep.fr/> dans sa dernière mise à jour semble démontrer que certains opérateurs font peu de cas de cette mise en garde, comme le montre cet extrait dans l'agglomération nantaise.



L'image ci-contre montre la situation de ce même quartier il y a un an, voire plus (zoom correspondant au rectangle rouge) :

Est-il possible d'imaginer qu'en un an au moins, aucun des habitants de ces quartiers n'ait demandé à être raccordé à la fibre ?

Il est plus que probable que demandant à bénéficier d'un accès en fibre optique, l'usager se soit entendu simplement répondre par son interlocuteur chez son opérateur commercial qu'il n'était pas raccordable et qu'il devait patienter. Il n'a donc pas fait la demande d'être raccordé qui aurait déclenché le délai de six mois proposé par l'Arcep.



La situation est également préoccupante dans la commune de St-Sébastien-sur-Loire au Sud de Nantes :



En outre, l'Arcep mettait aussi une condition :

"l'Autorité estime qu'il ne serait a priori pas raisonnable que le délai de mise à disposition du PBO excède 6 mois à compter de la commande envoyée par l'opérateur commercial jusqu'à la mise en service du PBO"

Le renforcement de la régulation, de "recommandation" à "décision", sera-t-il suffisant pour mettre fin à ces comportements ? Il est permis d'en douter si aucune sanction financière n'est prévue, tant la mauvaise habitude semble servir quantitativement les intérêts des opérateurs.

Pour rappel, la cible initiale pour les locaux raccordables à la demande était les locaux "isolés":

Une piste proposée par l'ARCEP dans sa consultation publique de 2012 afin de prendre en compte les cas de logements et locaux à usage professionnel « isolés » consistait à considérer certains logements comme étant « *raccordables sur demande* ».

Même s'il n'y a pas eu consensus entre les acteurs pour arrêter une définition de cet adjectif, on peut affirmer sans réserve que les points bleus sur la carte ci-dessus ne caractérisent pas de tels locaux.

*Enfin, l'Autorité n'exclut pas que certains opérateurs d'infrastructures souhaitent également recourir à ce mécanisme dans le cadre de l'obligation de complétude des zones très denses instaurée par la présente décision, pour des **locaux pour lesquels il pourrait exister une incertitude quant au degré d'appétence à court terme des clients finals potentiels pour un raccordement FttH.***

La fin du paragraphe mis en gras par le Cerema, est une porte ouverte à toutes les arguties. Faudra-t-il que l'opérateur d'infrastructure présente à l'Autorité une attestation de l'occupant du local affirmant qu'il n'est pas intéressé par la fibre ? Qu'advient-il s'il s'en va et est remplacé par une personne intéressée, elle ? [Le Cerema suggère à l'Arcep de supprimer cette possibilité.](#)

Le Cerema partage la décision de l'Arcep d'"imposer ce qu'elle avait auparavant recommandé".

Peut-être faudrait-il aller plus loin pour éviter qu'aucune demande de raccordement ne soit formalisée, permettant ainsi à des situations comme celles décrites plus haut de perdurer. Certes, il est compliqué de définir ce qu'est un local isolé légalement. Alors l'Arcep pourrait imposer le chiffre de 8% maximum de locaux raccordables à la demande à l'échelle de la zone arrière d'un PM, chiffre qui avait été admis dans les premières Conventions de programmation et de suivi des déploiements FttH proposées par les deux grands OI à la signature des collectivités.

Tarification spécifique des lignes très coûteuse

La question de la péréquation des tarifs est un sujet récurrent depuis des années et se pose avec d'autant plus d'acuité que les sommes en jeu sont importantes. Aujourd'hui, le contexte n'est plus celui d'une administration publique qui construit le réseau, laquelle pouvait payer un million de francs pour raccorder un abonné au téléphone, selon un témoignage d'un ancien directeur de CCL³ de France Télécom reçu par le Cerema.

En 2020, les conditions économiques font que les opérateurs d'infrastructures, et même les collectivités maîtres d'ouvrage de RIP FttH, y regardent à deux fois avant de payer 5 000 euros pour desservir un abonné.

Si l'on regarde les chiffres, sur la base de coûts constatés dans les projets récents de départements, avec une hypothèse haute de 8% de lignes à tarif spécifique (chères), à quoi parvient-on ? (5000€ est la valeur citée par l'Arcep dans la suite).

	Nb de lignes du projet	Nb de lignes tarif standard	Nb de lignes tarif spécifique
	100 000	92 000	8 000
Coût unitaire	1 504 €	1 200 €	5 000 €
S/totaux	150 400 000 €	110 400 000 €	40 000 000 €

Si le nombre de lignes du projet et le coût à la ligne correspondent à ce qu'on peut observer dans les départements ruraux, le tarif spécifique moyen proposé ici est pure hypothèse. Le constat, sur cet exemple vraisemblable, est que le coût moyen à la ligne augmente 25% si on intègre le coût de toutes les lignes à tarif spécifique, ce qui est loin d'être négligeable. La question du financement de ces lignes chères se pose donc véritablement.

Ce constat justifie l'affirmation de l'Arcep selon laquelle le mécanisme consistant à traiter à part les lignes difficiles à construire *"permet de donner accès à la quasi-totalité des locaux aux tarifs habituellement constatés ailleurs sur le territoire, alors que cela ne serait pas possible sans."*

L'Arcep envisage d'autoriser l'opérateur d'infrastructure à faire payer à l'utilisateur *"le coût de pose du point de branchement de certains locaux"* (le PBO). Ce PBO pourra être utilisé pour un seul usager, qui devra en supporter l'intégralité du coût, ou quelques-uns, ce qui diminue la charge individuelle d'autant. Elle demande aussi que le tarif, sans employer l'expression, soit orienté strictement vers les coûts.

A ce jour, il aurait été intéressant de connaître la pratique entre opérateur d'infrastructure et opérateur commercial. Pour raccorder un usager à son réseau, l'opérateur commercial supporte-t-il l'intégralité du coût comme le laisse penser l'exposé de l'Arcep ? Le partage-t-il avec son client, avec l'OI ? A part quelques clients fortunés ou des PME, on imagine qu'un abonné actuel à l'ADSL puisse payer 5 000 € pour bénéficier de la fibre. Des subventions devront donc être mobilisées.

³ Centre de construction des lignes

Il serait utile de prévoir un droit de suite selon plusieurs mécanismes selon que :

- d'autres usagers viennent se raccorder au même PBO : le second paie 50% qui vont rembourser celui qui a payé seul la pose du PBO, le troisième paie 33% qui vont rembourser les deux premiers pour ramener leur participation de 50% à 33%, et ainsi de suite. Si l'OI ou l'OC ont cofinancé la pose du PBO, le même mécanisme s'applique à eux.
- Si la pose a été payée par l'opérateur commercial, en tout ou partie, et que l'usager change d'OC, le second OC rembourse le premier (droit de suite) dans des conditions financières qui pourraient être fixée par l'Arcep après discussion avec les opérateurs

Pour que tous les usagers bénéficient du même traitement en France, il serait préférable que l'Arcep fixe elle-même le seuil de coût *"au-delà duquel les locaux pourraient effectivement être concernés par le report de la pose du PBO et faire l'objet d'une tarification spécifique"* et ne le laisse pas à la discrétion de l'opérateur d'infrastructure.

Pour la compréhension par tous de son approche, l'Arcep pourrait clarifier cette phrase : *"L'Autorité estime qu'il ne serait a priori pas raisonnable que ce seuil soit inférieur à un montant d'un ordre de grandeur supérieur au tarif forfaitaire standard proposé par l'opérateur d'infrastructure."*

Raccordement final

Quand le PBO à tarif spécifique a été posé, la ligne FttH n'est pas entièrement construite : il reste le raccordement final, que l'Arcep n'évoque pas dans son document mis en consultation.

Or, son coût pourra aussi faire l'objet d'un devis s'il s'avère trop élevé. En effet, dans certaines zones du territoire, l'opérateur d'infrastructure pourra choisir de ne pas poser le PBO à "proximité immédiate" des locaux à desservir. C'est par exemple le cas d'une ferme au centre de sa propriété agricole et pour laquelle le PB a été posé en limite de propriété, à plusieurs centaines de mètre du logement. Il s'en suivra que le raccordement final coûtera beaucoup plus cher que le coût standard.

A nouveau la question du tarif spécifique se pose et celle de qui la supporte. Ce qui est proposé par le Cerema pour la pose du PBO trouve à s'appliquer de la même manière.

Le Cerema suggère par conséquent à l'Autorité de traiter dans son document du point spécifique du raccordement final sur devis.

2.3 Raccordement des immeubles et lotissements additionnels ou écartés

2.3.1 Délai pour le raccordement des immeubles et des lotissements neufs

Disposition envisagée

Dès lors que, dans une zone donnée, le délai de complétude est arrivé à son terme, l'opérateur d'infrastructure assure l'équipement des nouveaux logements et locaux à usage professionnel issus de la construction d'un immeuble neuf, d'un lotissement neuf ou d'une maison individuelle neuve, dans un délai de trois mois à compter de la mise à disposition des infrastructures d'accueil nécessaires en domaine privé, dès lors que, avec un préavis minimum de trois mois, il en a été informé par le porteur du projet ou la collectivité et que ces derniers lui ont alors remis les informations utiles au dimensionnement de son réseau horizontal.

Il serait possible d'informer l'OI d'un futur besoin beaucoup plus en amont en demandant aux collectivités qui délivrent les permis de construire de transmettre ces documents à l'OI en même temps qu'elle les transmet en préfecture pour validation.

3 Garanties de non-discrimination opérationnelle et technique

3.3 Adduction par les opérateurs commerciaux des points de mutualisation intérieurs au sein des zones très denses

L'Arcep propose plusieurs solutions pour résoudre les situations de blocage qui interdisent à des opérateurs tiers d'accéder aux locaux d'un immeuble déjà fibré et raccordé par un OI.

"Ces solutions consistent notamment en :

-
-
-

- en cas de difficulté non-transitoire, des solutions d'adduction alternatives comme le raccordement des lignes des immeubles équipés en point de mutualisation intérieur sur des points de mutualisation extérieurs ou le partage de fibre au niveau du réseau horizontal permettant aux opérateurs commerciaux de se raccorder indirectement aux points de mutualisations intérieurs d'un immeuble donné."

Cette dernière solution interroge le Cerema : s'il est possible de remonter les lignes sur un PM extérieur, qu'est-ce qui empêche d'accéder de l'extérieur au PM intérieur ? D'autant que remonter les lignes demande une fibre par local, voire quatre, quand quelques-unes suffisent en technologie PON pour accéder au PM intérieur.

3.4 Des délais de livraison des différentes composantes de l'accès en zones moins denses compatibles avec une commercialisation des lignes dans des conditions non discriminatoires

L'Arcep rappelle :

"La décision n° 2015-0776 a apporté des garanties afin d'assurer, en pratique, l'effectivité de l'accès puisque l'Autorité est venue rappeler que :

*- l'ouverture à la commercialisation d'une ligne ne peut avoir lieu avant l'expiration d'un délai de prévenance de **trois mois**⁴ à compter de la mise à disposition du point de mutualisation et, le cas échéant, du point de raccordement distant mutualisé et du lien de raccordement distant mutualisé correspondants ;"*

Or, ces trois mois ne sont pas intangibles, ce qui pousse à s'interroger sur l'efficacité réelle du concept même de délai de prévenance. Permet-il d'éviter une prime à l'OI qui, par ses actions de communication auprès des usagers, en amont même du chantier, conduit des personnes mal informées à penser qu'il sera leur seul fournisseur THD ? En effet, dans la même décision, l'Arcep poursuit en ces termes :

*L'Autorité considère toutefois qu'un délai de prévenance de **trois mois** suivant la mise à disposition des PBO serait excessif au regard du temps nécessaire pour les opérations de prospection commerciale. Il est nécessaire que les opérateurs tiers soient informés de la mise à disposition du PBO correspondant suffisamment en amont de l'ouverture à la commercialisation des lignes desservies par le point de branchement optique afin d'être en mesure de réaliser des opérations de prospection commerciale. L'Autorité estime à cet égard justifié et proportionné que l'ouverture à la commercialisation d'une ligne de communications électroniques à très haut débit en fibre optique ne*

⁴ La mise en gras est faite par le Cerema

puisse avoir lieu avant l'expiration d'un **délai de prévenance raisonnable** suivant la mise à disposition du point de branchement optique correspondant aux opérateurs tiers.

Dans le projet de décision soumis à consultation publique le 10 décembre 2014, l'Autorité avait envisagé d'imposer une durée **d'un mois** pour le délai de prévenance suivant la mise à disposition du point de branchement optique correspondant aux opérateurs tiers. Les contributions reçues dans le cadre de cette seconde consultation publique ont conduit l'Autorité à estimer qu'imposer, à ce stade, un délai impératif de prévenance **d'un mois pourrait s'avérer également trop contraignant** dans certains cas. Si, au regard des objectifs poursuivis par l'Autorité, un délai **d'un mois apparaît raisonnable** dans la majorité des cas, l'Autorité estime néanmoins qu'il est plus efficace et proportionné que l'opérateur d'immeuble dispose d'une certaine flexibilité dans la mise en œuvre de ses obligations d'information des opérateurs tiers. En particulier, au plus tôt **quinze jours calendaires** avant l'ouverture à la commercialisation d'une ligne de communications électroniques à très haut débit en fibre optique, l'opérateur d'immeuble peut traiter une commande d'accès à cette ligne, et est autorisé à envoyer un compte-rendu de commande d'accès* à l'opérateur commercial ayant réalisé une commande d'accès. L'Autorité considère qu'il convient de préserver une certaine souplesse en permettant aux opérateurs commerciaux qui le souhaiteraient, de planifier en amont de l'ouverture à la commercialisation d'une ligne, les opérations nécessaires (i.e. les rendez-vous avec leurs clients et les déplacements de technicien sur le terrain), en vue d'être en mesure de commercialiser un abonnement le jour de l'ouverture à la commercialisation d'une ligne.

En tout état de cause, l'Autorité rappelle qu'au regard du principe de non-discrimination, il appartient à l'opérateur d'immeuble intégré de s'assurer que sa branche de détail n'ait pas accès à des informations différentes de celles mises à disposition des opérateurs tiers ou ne bénéficie d'informations avant que celles-ci ne soient mises à la disposition des opérateurs tiers.

L'Arcep passe donc de trois mois à un mois puis à quinze jours au fil de son exposé pour définir le délai de prévenance "raisonnable". [Serait-il possible de simplifier la réglementation avec une règle acceptée par tous les OI mais identique en tout lieu et circonstance ?](#)

4 Adaptation des modalités d'accès aux lignes FttH pour les locaux non résidentiels

Question n°3 :

- a. Est-il nécessaire, selon vous, d'identifier des cas d'exemptions du respect de la GTR pour ce premier niveau de qualité de service renforcée ? Si oui, quels sont les cas d'exemptions pertinents ?
- b. Est-il légitime, selon vous, que les opérateurs d'infrastructure imposent aux opérateurs commerciaux des pénalités ? Dans quels cas ?

4.1.3 Pénalités

Respect des pénalités dues par l'OI

L'Arcep prévoit que les pénalités ne soient pas dues en cas de "force majeure".

Force majeure n'est utilisé que deux fois dans le CPCE. Cette expression a un sens légal mais sa définition peut être appréciée par le juge⁵.

La force majeure est un événement à la fois :

1. *imprévisible*
2. *irrésistible (insurmontable)*
3. *échappant au contrôle des personnes concernées.*

En cas de litige, ce sont les tribunaux qui décident si l'événement relève de la force majeure.

L'Arcep pourrait proposer des circonstances propres à la vie des réseaux FttH qui pourraient s'apparenter à des cas de force majeure, et qui répondent aux trois points, comme :

- PM détruit (accident de la route, vandalisme)
- Câble mutualisé coupé

Oui, il est légitime que les opérateurs d'infrastructure imposent à leurs clients opérateurs des pénalités s'ils leur font perdre du temps ou de l'argent en raison de leur impéritie ou de leur négligence. Mais l'Arcep doit veiller à ce que ces pénalités ne deviennent une source de revenus indues, en proposant des principes de fixation de leurs valeurs, en plus des circonstances qui les justifient.

4.2 Obligation de proposer une offre avec un second niveau de qualité de service renforcée sur la boucle locale optique mutualisée

Question n°4 :

- a. Est-il nécessaire, selon vous, d'identifier des cas d'exemptions du respect de la GTR pour ce second niveau de qualité de service renforcée ? Si oui, quels sont les cas d'exemptions pertinents ?
- b. Est-il légitime, selon vous, que les opérateurs d'infrastructure imposent aux opérateurs commerciaux des pénalités ? Dans quels cas ?

"Ces offres [...] peuvent être livrées, en point-à-point, au PM ou au NRO."

Par construction, toutes les lignes d'abonnés sont en point à point jusqu'au PM. Le point à point que proposent certains opérateurs s'entend jusqu'au NRO, ce que les acteurs appellent FttE.

⁵ Source : <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F33790>

On retrouve la même formulation dans le document d'analyse du marché 4 :

Désormais, avec le développement en cours des offres passives à qualité de service renforcée de niveau 2 ³³ sur les réseaux FttH de l'ensemble des opérateurs d'infrastructure, avec la note de bas de page 33 :

(33) Offres passives sur réseaux FttH constituée d'un accès point à point au PM ou au NRO permettant de garantir un délai de rétablissement en 4 heures ouvrées ou, en option, en 4 heures en heures non ouvrées.

L'Arcep peut-elle préciser en quoi une offre point à point au PM diffère de l'accès généraliste, puisque par construction, un réseau FttH comprend une liaison point à point de la PTO au PM ?

Pour répondre directement à la question n°4 :

- a) Les mêmes cas d'exemption que pour l'offre généraliste doivent s'appliquer.
- b) Pour les mêmes raisons que pour l'offre généraliste, avec des montants supérieurs, qui reflètent la gêne occasionnée à l'OI dans un marché qui vend des services à des tarifs plus élevés.

4.2.4 Délai de mise en œuvre

*Les opérateurs d'infrastructure souhaitant proposer ce second niveau de qualité de service renforcée sous forme d'option sur l'infrastructure FttH, sans adaptation de celle-ci, ne devraient pas rencontrer d'obstacle à la mise en place de telles options de qualité de service, **dans la mesure où celles-ci ne nécessitent pas d'adaptation du réseau** ⁶, et seulement une organisation opérationnelle permettant de prioriser le traitement de certaines pannes.*

Le Cerema ne partage pas cette analyse de l'Arcep. Une GTR de 4HO/HNO ne peut pas être assurée seulement par une meilleure organisation du SAV. Le risque pour l'utilisateur est que l'opérateur facture un service de qualité supérieure simplement en calculant son risque global sur son parc de clients : revenu supplémentaire vs montant des pénalités versées.

Une offre de ce niveau doit faire l'objet d'une adaptation d'architecture. Et les statistiques que les opérateurs pourront soumettre à l'Arcep à l'horizon du prochain cycle d'analyse des marchés pourront montrer si oui ou non, seule la BLOD peut assurer réellement un tel service dans des conditions satisfaisantes pour la clientèle entreprise.

4.3 Précisions sur les offres d'accès avec qualité de service renforcée fournies sur un réseau FttH avec adaptation d'architecture

Les adaptations d'architecture listées par l'Arcep ne comprennent pas mention de l'architecture point à point, du NRO à la PTO, dite FttE. L'expression ne se trouve pas non plus dans le document d'analyse du marché 4. Or, cette technologie, portée à l'origine par Free pour l'offre généraliste, est bien utilisée par les opérateurs entreprise.

L'Arcep a d'ailleurs utilisé elle-même cet acronyme dans sa consultation publique de juillet 2019 mais y a renoncé dans le présent document soumis à consultation publique. Pour quelle raison ?

⁶ La mise en gras a été faite par le Cerema

4.3.4 Livraison

Ce mode STOC ne présente pas que des avantages. L'Arcep devrait aussi lister les inconvénients pour être complète dans son analyse. (page 43) Les retours d'expérience parvenus à la connaissance du Cerema sont nombreux.

*"Au sein des motifs de cette décision, [2015-0776] l'Autorité estime « qu'une demande d'un opérateur commercial souhaitant réaliser lui-même, en qualité de sous-traitant de l'opérateur d'immeuble, le raccordement final peut, sauf exceptions et **sous réserve du strict respect des règles de l'art**⁷, être regardée comme raisonnable."*

C'est là que le bât blesse comme le montrent de nombreux retours de terrain, photos et témoignages à l'appui. Il n'est plus possible d'ignorer, sous peine de voir un réseau tout neuf fonctionner très mal dans les prochaines années, les dysfonctionnements dont plusieurs causes ont été identifiées. Il semble en revanche que les opérateurs peinent à mettre en place les remèdes.

Question n°8 :

- a. Quelles sont les spécificités des offres à qualité de service renforcée avec adaptation d'architecture qui justifieraient, selon vous, de considérer qu'une demande de raccordement final par l'opérateur commercial ne serait pas raisonnable, par exception au cas général établi dans la décision n° 2015-0776 ?
- b. *A contrario*, dans le cas où les demandes de raccordement final par l'opérateur commercial seraient considérées comme raisonnables quels processus opérationnels permettraient selon vous d'apporter des garanties fortes quant à un mode STOC préservant la robustesse du réseau renforcé ?
- c. Dans le cas où les demandes de raccordement final par l'opérateur commercial seraient considérées comme raisonnables, quelles adaptations de la décision de l'Arcep n° 2015-0776 vous semblent nécessaires pour permettre le raccordement en mode STOC pour les offres avec adaptation d'architecture répondant au second niveau de qualité de service renforcée ?

Il ne semble pas possible au Cerema de déterminer des spécificités des offres à qualité de service renforcée qui justifieraient de considérer non raisonnable une demande de raccordement d'un client en mode STOC. Le problème vient du comportement des sous-traitants induit par celui de leurs donneurs d'ordre.

4.3.5 Migration inter-opérateurs

Il est ainsi nécessaire de mettre en œuvre, dès à présent, les processus les plus fluides et transparents possibles pour qu'une concurrence dynamique et effective se mette en place sur les offres répondant au second niveau de qualité de service avec adaptation d'architecture.

Pourquoi l'Arcep limite-t-elle cette demande aux offres répondant au second niveau de qualité de service avec adaptation d'architecture ? [Les mesures favorisant la fluidité du marché entreprise devraient toucher tous les segments.](#)

⁷ idem

4.4.2 Double adduction sur les réseaux FttH

Question n°11 :

- a. Selon vous, est-il nécessaire de rendre possible la double adduction sur les réseaux FttH ?
- b. Dans ce cas, suffit-il que l'OI permette à l'OC de le faire en mode STOC ou bien faut-il aussi qu'il propose une solution en mode OI ?
- c. Quel serait le premier point de défaillance unique le plus adapté pour réaliser une double adduction ?
- d. Selon vous, est-il pertinent de rallier un lien PM-PBO d'une autre ZAPM pour réaliser la double adduction ? Quels sont les obstacles que vous identifiez ?
- e. Envisagez-vous d'autres solutions pour réaliser la double adduction sur les réseaux FttH mutualisés ?

Par construction dans le réseau FttH, les zones arrière sont complémentaires et en aucun cas ne se recouvrent, comme l'exige la réglementation fixée par la décision n°2010-1312. Dans ces conditions, raccorder un client à deux NRO distincts ne peut s'envisager via le réseau FttH. Le premier raccordement est sur le réseau FttH desservant la zone arrière de PM dans laquelle se situe le local à raccorder. Le second raccordement est nécessairement de la BLOD, au sens littéral, au moins sur une partie de son trajet, puisque si une fibre est posée, elle sera dédiée à un client précis.

La remarque vaut pour un second raccordement qui partirait d'un PBO vers un PM différent du PM de la zone puis serait traité comme un usager de la zone arrière du second PM.

La remarque vaut de la même manière pour un double raccordement partant du PM vers deux NRO distincts, le "naturel" et le secours, puis l'architecture du réseau FttH est en étoile.

C'est seulement pour le câble de raccordement final qu'on peut imaginer un double raccordement par un double chemin, et une double pénétration dans le local du client à partir d'un même PBO, en restant dans l'architecture d'un réseau FttH.

Enfin, de telles exceptions à l'architecture générale FttH vont nécessiter des développements particuliers dans les SI des opérateurs, et pourraient être source de pannes plus difficiles à diagnostiquer car ces raccordements ne rentreront pas dans le moule.

4.6 Utilisation des offres à qualité de service renforcée pour le raccordement de stations de base mobile

Question n°12 :

Selon vous, est-il pertinent de prévoir que les offres à qualité de service renforcée d'un opérateur d'infrastructure permettent à un opérateur commercial de raccorder des stations de base mobile ?

La réponse du Cerema est oui sans réserve. [L'Arcep devra juste veiller à la justesse de la tarification. Celle-ci ne doit pas être liée au bénéfice attendu par l'opérateur mobile mais refléter les coûts assumés par un opérateur efficace.](#)

5 Qualité de service sur les réseaux FttH

GTR et disponibilité globale

Une GTR fréquemment mise en œuvre et respectée ne fait pas la satisfaction d'un client. C'est pourquoi il est indispensable de s'intéresser à la disponibilité globale d'un service pour en mesurer objectivement la qualité. L'Arcep mentionne effectivement le "taux de réitération des défauts" quand les clients préfèrent signer des contrats qui mentionnent un taux de disponibilité de 99,9% qui correspond environ neuf heures de coupure cumulée sur une année.

Un taux de disponibilité de 99,98%, ce sont deux heures maximum par an de coupure, autant dire que le double raccordement s'impose sur deux NRO.

Dans ce chapitre, il serait donc utile d'inclure quelques considérations autour de ce concept de **disponibilité** bien connu des clients entreprise.

5.1 Engagements contractuels vis-à-vis des opérateurs clients et mécanisme de pénalités associé

Sur l'ensemble des points abordés, le Cerema a relevé celui-ci, auquel il souscrit totalement :

les règlements de ces pénalités devront être effectués entre les opérateurs sans délai injustifié suivant un processus prédéfini de facturation et de paiement.

En effet, le différend entre l'OI et son client ne doit pas remettre en cause la livraison du service par l'OC. Le risque est que l'OI fasse dans l'intervalle une offre en direct au client via sa branche commerciale de détail. **Il ne faut donc pas conditionner la livraison au paiement de la pénalité, ce qui aurait, outre l'inconvénient du risque cité plus haut, celui de rallonger les délais de livraison, ce qui est préjudiciable pour le client final.**

5.2 Obligation de respect de seuils chiffrés

Question n°13 :

Une évaluation du respect des seuils de qualité de service à une maille géographique plus fine vous semble-t-elle pertinente ? Si oui, quelle maille géographique vous apparaît appropriée ?

Dans le cas des RIP, une évaluation à l'échelle du territoire (département, région ou ensemble de département dans le cas de SPL groupant plusieurs départements) intéressera certainement les collectivités maîtres d'ouvrage. Cela leur permettra un contrôle renforcé de leur exploitant, voire de l'entreprise en charge, en maîtrise d'ouvrage directe par la collectivité ou en concession, de la qualité de la construction initiale du réseau. En effet, un taux élevé de panne peut trouver son origine dans la qualité du réseau pris en exploitation par un opérateur.

Question n°14 :

Quelle est votre appréciation d'un principe d'évaluation globale de la qualité de service par typologie d'indicateurs ?

Si l'Arcep entend par "global" une évaluation nationale des indicateurs, le Cerema doute de son intérêt véritable, tant est grande la diversité des acteurs.

S'il s'agit d'évaluer les acteurs eux-mêmes, des indicateurs par OI pourrait s'avérer utile pour effectuer des comparaisons et provoquer une émulation vertueuse.

5.4 Exploitation

Question n°16 :

- a) Estimez-vous nécessaire de prévoir de nouvelles obligations visant à remédier aux difficultés d'exploitation sur les réseaux FttH ?
- b) Selon vous, quelles formes pourraient prendre, le cas échéant, ces nouvelles obligations ?

Par exemple, dans le cas des PM dans un état de jarretière déplorable qui sont remontés par certains techniciens d'exploitation à la connaissance de tous, on se trouve face au même phénomène que celui des papiers gras : dans un lieu où il n'y en a aucun, celui qui était tenté de jeter le sien cherchera une poubelle. S'il y en a déjà de nombreux, il ajoutera le sien sans scrupule.

Il en va de même pour le jarretière bâclé dans les PM qui rendent déjà certains inexploitables et menacent la pérennité des équipements eux-mêmes et cela malgré tous les équipements que les concepteurs d'armoires ont mis en œuvre pour une bonne gestion de celles-ci.

Il faut donc remettre d'équerre tous les PM par une campagne de remise à niveau rapide et générale et mettre en place des procédures, très faciles quand tout technicien dispose aujourd'hui d'un smartphone, qui garantissent qu'après chaque intervention sur un PM, il soit dans le même état de câblage qu'avant. La traçabilité en la matière est essentielle et c'est la responsabilité de l'OI que de s'assurer que ses PM restent en parfait état d'exploitation.

Dans l'intérêt général, l'Arcep pourrait se montrer plus directive dans cette affaire et envisager " à ce stade, d'intégrer ces éléments dans un projet de décision ou de Recommandation"

_____ Fin de la contribution du Cerema _____